

Mobilisons-nous le 14 novembre, journée d'action européenne contre l'austérité

■ Mercredi 14 novembre, des grèves interprofessionnelles auront lieu en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie, à Chypre, à Malte... ■ C'est aussi la date choisie par la Confédération européenne des syndicats (CES) pour une journée d'action partout en Europe pour s'opposer aux politiques d'austérité ■ En France, l'intersyndicale CGT, CFDT, FSU, UNSA et Solidaires appelle l'ensemble des salarié-e-s du public et du privé à se mobiliser pour l'emploi et la solidarité en Europe, contre les mesures d'austérité ■ Des manifestations sont organisées dans de très nombreuses villes ■ SUD éducation, avec l'Union syndicale Solidaires, appelle à participer massivement à cette première journée de mobilisation européenne ■

La « crise » du système capitaliste est le prétexte dans tous les pays européens pour s'attaquer aux services publics et aux droits sociaux ■ Les mesures d'austérité ne font qu'aggraver la crise et jettent des millions de personnes dans la misère et l'angoisse. Elles provoquent licenciements et précarisation des conditions de travail tant dans le privé que dans le public.

En France, le gouvernement applique toutes les mesures antisociales favorables aux patrons et aux actionnaires ■ Après une misérable « hausse » du SMIC, l'adoption du Pacte budgétaire européen (TSCG) et la préparation d'un budget 2012 d'austérité, le « Pacte de compétitivité » décidé suite au rapport Gallois prévoit encore un cadeau au patronat de 20 milliards d'euros financé sur le budget de l'État par une hausse de la TVA, l'impôt le plus injuste qui touche principalement les couches populaires obligées de consacrer l'essentiel de leurs revenus à la consommation. Et la baisse supplémentaire des dépenses publiques de 10 milliards signifie encore moins de services publics, de protection sociale, d'investissements d'avenir et d'emplois publics.

Les services publics et l'éducation ne sont pas épargnés ■ Le budget 2013 prévoit une suppression de 1287 postes de fonctionnaires. Dans l'éducation, et au détriment des autres secteurs publics, il n'y aura que 8781 postes budgétaires créés, loin des 16000 annoncés pour tenir les 80000 en 5 ans, déjà insuffisants. Et le budget réellement affecté au fonctionnement du service public d'éducation n'augmente que 0,6%. Le gouvernement prévoit pourtant une inflation de 1,5 à 2%: cela signifie

que l'« augmentation » du budget du MEN ne compensera même pas la hausse des prix, et qu'en valeur, les moyens du service public vont diminuer.

Contre l'austérité, partage des richesses ■ Il faut donc doublement dénoncer la supercherie qui consiste à prétendre qu'on privilégie l'éducation et à « justifier » à ce titre des suppressions de postes dans le reste de la fonction publique. L'éducation n'est pas prioritaire, et il est de toute façon possible et indispensable de créer les postes pour répondre aux besoins dans tous les services publics. Cela suppose d'imposer une autre répartition des richesses. Le classement 2012 de Challenges montre par exemple que les 500 français-es les plus riches ont cumulé 267 milliards d'euros de gain. Soit quasiment autant que les recettes nettes de l'État en 2011 (271 milliards d'euros). Il y a de quoi financer les services publics, la protection sociale, des augmentations de salaires...

Pour imposer des alternatives, comme dans les autres pays européens, nous ne pouvons compter que sur nos mobilisations ■ SUD éducation appelle à participer à la mobilisation du 14. Une seule journée ne suffira pas pour inverser le rapport de force face aux apôtres et profiteurs des plans de rigueur. Mais une mobilisation importante serait un premier pas vers une convergence européenne des populations pour empêcher la catastrophe que le capitalisme nous promet pour demain. Des préavis de grève couvrant l'ensemble des personnels ont été déposés par l'Union syndicale Solidaires et par SUD éducation pour que chacun-e puisse participer aux manifestations.

Tou-te-s dans la rue le 14/11 pour des alternatives à l'austérité

**Non à ce budget de rigueur !
Retrait du "pacte de compétitivité" !
Annulation de la dette publique !
Solidarité avec les peuples en lutte !**

**Manifestations unitaires dans la Loire
Départs à 11h00
Saint-Étienne ■ Bourse du travail
Roanne ■ Place de la Loire**

14 novembre pour l'emploi et la solidarité en Europe

Déclaration intersyndicale nationale : CFDT, CGT, FSU, Solidaires et Unsa

Les organisations syndicales françaises CFDT, CGT, FSU, Solidaires, Unsa s'inscrivent avec l'ensemble du syndicalisme européen dans la journée d'action et de solidarité de la Confédération européenne des syndicats le 14 novembre 2012 pour la l'emploi et la solidarité en Europe.

Elles expriment leur ferme opposition aux mesures d'austérité qui font plonger l'Europe dans la stagnation économique, voire la récession. Ces mesures, loin de rétablir la confiance, ne font qu'aggraver les déséquilibres et créer des injustices.

Elles mettent à mal le modèle social européen par ailleurs mis en cause par la concurrence et parfois le dumping dans les domaines de la fiscalité, du coût du travail et des conditions sociales.

En France, c'est un nombre de chômeurs qui ne cesse de croître depuis 17 mois avec encore une hausse record en septembre. Les plans de licenciements se multiplient. La précarité s'accroît, des millions de salariés n'accèdent à l'emploi qu'en CDD pour des durées de plus en plus courtes. 11 millions de personnes sont touchées par l'exclusion ou la pauvreté dont de nombreux retraités. Les salaires dans le privé et le public stagnent.

Les traitements de choc infligés aux travailleurs notamment en Grèce, en Espagne et au Portugal, montrent l'impasse de politiques qui conduisent à la destruction des droits sociaux.

La cohésion sociale, les services publics, le dialogue social et le respect des valeurs garanties par la Charte des droits fondamentaux sont mis en cause. Cette situation est insupportable et menace la construction européenne elle-même.

En s'amplifiant, la crise économique et sociale accroît fortement les inégalités entre les travailleurs européens et met en cause les droits de tous.

L'Europe doit bâtir ses politiques sur la solidarité et garantir les moyens du progrès social. La journée de mobilisation du 14 novembre permettra aux travailleurs de toute l'Europe d'agir, ensemble et solidairement, pour des conditions de travail et de vie décentes. Cela implique : une véritable coordination des politiques économiques et des mesures de solidarité concrètes avec les pays les plus en difficulté en intégrant systématiquement la dimension sociale aux décisions européennes ; la négociation d'un « Contrat social » revendiqué par la CES au niveau européen, incluant des mesures mettant fin à la concurrence sociale entre les Etats, en instaurant des standards sociaux européens, en particulier un salaire minimum dans chaque pays ; des mesures de relance au plan européen afin de renouer avec une croissance durable et favoriser l'emploi ;

- **Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, Unsa décident de faire du 14 novembre une grande journée de mobilisation interprofessionnelle rassemblant les salariés du privé et du public, les retraités et les chômeurs pour manifester leur volonté de voir apporter des réponses concrètes aux difficultés que vivent tous les travailleurs en France et en Europe, en solidarité avec les travailleurs espagnols, portugais et grecs. Elles appellent partout en France à manifester selon des modalités permettant la participation la plus large.**

Ne payons pas leur crise !

Appel intersyndical européen du réseau des syndicats alternatifs et de base

Le mercredi 14 novembre 2012, des grèves interprofessionnelles auront lieu en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie, à Chypre, à Malte. Des grèves sectorielles seront organisées en Belgique, en France, ... Des manifestations sont prévues dans tous ces pays, mais aussi en Slovénie, en République tchèque...

Nous n'en sommes pas à une grève européenne, ni même à une journée de manifestations dans toute l'Europe. Mais l'initiative est importante car elle marque une nouvelle étape dans la construction d'un rapport de forces au niveau européen, permettant de s'opposer aux politiques d'austérité que patronat et gouvernements infligent aux salarié-es, uniquement pour garantir les profits d'une petite minorité.

La « crise » n'est pas un phénomène extranaturel ; c'est simplement l'état actuel du système capitaliste. Pour maintenir leurs marges bénéficiaires, pour continuer à s'en mettre plein les poches, actionnaires, banquiers et autres profiteurs ont besoin d'attaquer très fortement tous les droits sociaux que nous avons acquis lors des luttes sociales passées. Nous ne devons pas nous laisser faire !

Les institutions européennes, les traités européens, ne nous protègent pas ; au contraire, ils ont été créés pour soutenir

celles et ceux qui nous exploitent. Chômage, précarité, pauvreté, flexibilité, racisme, voilà l'avenir que nous proposent celles et ceux qui gouvernent.

Au contraire, nous voulons construire un autre avenir, basé sur la satisfaction des besoins de tous, possible avec à une redistribution différente des richesses que nous produisons dans le monde.

Les grèves et les manifestations qui auront lieu le 14 novembre sont une étape. Les syndicats alternatifs et de base travaillent à l'organisation d'une grève européenne depuis longtemps ; nous avons déjà organisé des mouvements unitaires internationaux dans plusieurs secteurs professionnels ; une action interprofessionnelle est nécessaire. Voilà pourquoi nous participons à l'action européenne du 14 novembre !

- *Confederacion Intersindical - Etat espagnol*
- *Intersindical Alternativa de Catalunya - IAC - Catalogne*
- *Confederacion sindical Solidaridad Obrera - Etat espagnol*
- *Unione Sindacale Italiana - USI - Italie*
- *Confederazione Italiana di Base - UNICOBAS - Italie*
- *Ελευθεριακή Συνδικαλιστική Ένωση ESE - Grèce*
- *Fédération SUD Vaud - SUD - Vaud Suisse*
- *Union syndicale Solidaires - Solidaires - France*
- *Confédération Nationale du Travail - CNT - France*
- *Transnational Information Exchange - TIE - Allemagne*